



(VAUCLUSE)

ARRÊTÉ TEMPORAIRE

LE MAIRE DE LA COMMUNE D'APT

REF: RJ/FMC

N° 016013

Stationnement et
circulation
réglementés afin
d'effectuer des
travaux de
renouvellement des
réseaux
d'assainissement et
d'eau potable sur le
pont de la Bouquerie
et avenue Philippe de
Girard à APT (84400),
Travaux réalisés par
l'entreprise SNPR et
l'entreprise MIDI
TRACAGE.
Modification de
l'arrêté municipal
n°15953 du
14/09/2026.

Publié le :

09 OCT. 2026

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles, L.2122-18, L.2131-1, L.2122-24, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6, L.2215-4 et L.2215-5 ;

VU le code de la route, notamment les articles L.110-2, L.411-1, R.110-2, R.411-25 à R.411-28, R.417-10 ;

VU le code de la Voirie Routière, notamment les articles L.116-1, L.116-2, L.141-1 et R.116-2 ;

VU le code pénal, notamment ses articles R.610-1 et R.610-5 ;

VU le code de la justice administrative, et notamment les articles L.212-2, R.421-1, R.421-2 et R.421-5 ;

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière ;

VU l'arrêté municipal n°15765 du 16/06/2026 portant réglementation du stationnement sur le territoire de la commune d'Apt ;

VU la délibération n°3358 du 28/03/2026 relative à l'élection de Monsieur Jean AILLAUD en tant que Maire ;

VU l'arrêté municipal n°15530 du 30/03/2026 relatif à la délégation de signature à Monsieur Franck CHEVEAU , Directeur des Services Techniques ;

VU la demande en date du 11/09/2026 formulée par le responsable de l'entreprise SNPR dont le siège est situé 456 avenue de Perréal à Apt (84400), téléphone :

~~04.90.74.00.34~~ Mail : ~~contact@apt.fr~~ ;

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article L.2212-2 du code général des collectivités territoriales, le maire est tenu de veiller à la sûreté et à la commodité du passage dans les rues et places publiques d'une part, et que d'autre part, il exerce la police de la circulation sur les voies communales en application des articles L.2213-1 et L.2213-2 du même code ;

CONSIDÉRANT la nécessité de réaliser des travaux de renouvellement des réseaux d'assainissement et d'eau potable avenue Philippe de Girard à APT (84400) ;

CONSIDÉRANT que pour le bon déroulement de ces travaux, il est nécessaire de réglementer le stationnement et la circulation ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient au Maire de veiller, d'une part, au respect de l'usage des voies publiques sur le territoire de la commune, et d'autre part, d'assurer la sécurité publique de ces administrés ;

CONSIDÉRANT que pour ces motifs, il convient que des

dispositions soient prises pour assurer la sécurité en réglementant la circulation et le stationnement ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur Général des Services de la commune d'Apt ;

ARRÊTE

Article 1 : Le responsable de l'entreprise **SNPR** est autorisé à effectuer des travaux de renouvellement des réseaux d'assainissement et d'eau potable avenue Philippe de Girard à APT (84400), partie comprise entre le pont de la Bouquerie et le n°85, sur la voie de circulation et des accotements. L'entreprise **MIDI TRACAGE** est autorisé à la mise en place et au retrait de la signalisation temporaire.

Article 2 : L'arrêt ou le stationnement est interdit et considéré comme gênant au sens du code de la route, sur la voie mentionnée à l'article 1° du présent arrêté, et ce, dans le périmètre du chantier, du n°20 au n°85 de l'avenue Philippe de Girard :

- du 12 octobre 2026 au 30 octobre 2026.
- du 04 janvier 2027 au 29 janvier 2027.

Cette interdiction ne s'appliquera pas aux véhicules et engins de l'entreprise chargée de la réalisation des travaux et de ses sous-traitants.

Article 3 : La circulation est modifiée avenue Philippe de Girard (dans les deux sens de circulation), comme suit :

- du 12 octobre 2026 au 30 octobre 2026.
- du 04 janvier 2027 au 29 janvier 2027.

La chaussée est rétrécie.

Une des deux voies dans le sens OUEST-EST est supprimée.

En cas de nécessité, la circulation pourra être alternée et régulée par feu tricolore ou par piquet K10.

La vitesse est limitée à 30km/h.

Tout dépassement est interdit.

Article 4 : L'accès aux propriétés privées sises dans le périmètre du chantier est possible le jour et la nuit.

Article 5 : Les dispositions suivantes sont applicables pendant la durée de l'autorisation :

- a) Les déblais de chantier non utilisés, provenant des travaux sont évacués et transportés en décharge autorisée à recevoir les matériaux extraits par les soins du bénéficiaire de la présente autorisation ou de l'entreprise chargée

d'exécuter les travaux ;

b) Le chantier est matérialisé par des panneaux de signalisation temporaire et protégé par un périmètre de sécurité (panneau de type K2 ou/et K8) ;

c) Toutes les dispositions sont prises par le pétitionnaire pour éviter des chutes de décombres ou de matériaux sur la voie publique, ainsi que la propagation des poussières du chantier. Les mesures de protection nécessaires et réglementaires sont prises par le pétitionnaire pour assurer la sécurité des piétons et de son personnel ;

Article 6 : Le droit des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 : La signalisation est établie sur la base de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière et des schémas CF 23 ou CF 24 du manuel du chef de chantier. L'entreprise balise de jour et de nuit les fouilles, les dénivellations, les matériels et dépôts de matériaux sur la base des schémas DT 3 du manuel du chef de chantier – routes bidirectionnelles. La personne responsable du chantier, qui peut être appelée 24h/24h pour remédier à tout incident pouvant survenir du fait des travaux est : **le responsable de l'entreprise SNPR , Monsieur LEGENDRE :** téléphone : 06 22 12 00 00

Article 9 : La signalisation réglementaire du chantier est mise en place l'entreprise **MIDI TRACAGE**, représentée par Monsieur **LEGENDRE**, téléphone : 06 22 12 00 00. Monsieur **LEGENDRE**, responsable de l'entreprise SNPR s'assure du maintien de la signalisation temporaire.

Article 10 : Le présent arrêté est exécutoire de plein droit dès qu'il a été procédé à sa publication ou affichage ou à sa notification aux intéressés et, après la mise en place de la signalisation réglementaire.

Article 11 : Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires et antérieures pendant la durée des travaux.

Article 12 : Toute infraction au présent arrêté est réprimée conformément à la Loi. Le fait de ne pas respecter les dispositions prévues au présent arrêté en matière de stationnement est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la deuxième classe conformément à l'article R.417-10 du code de la route. Le fait de ne pas respecter les dispositions prévues au présent arrêté en matière de circulation est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la quatrième classe conformément à l'article R.411-21-1 du code de la route.

Article 13 : En application des articles L.325-1 à L.325-3 du

code de la route, tout véhicule contrevenant à l'interdiction prévue à l'article 2° du présent arrêté peut faire l'objet d'une mise en fourrière immédiate, prescrite par l'Officier de police judiciaire territorialement compétent ou par l'agent de police judiciaire adjoint, chef de la police municipale ou qui occupe ces fonctions.

Article 14 : Le présent arrêté est affiché sur le panneau d'affichage réglementaire de la mairie durant un délai de 2 mois et sur le chantier pendant toute sa durée.

Article 15 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant le Maire dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Nîmes sis 16 avenue Feuchères -CS 88010 – 30941 Nîmes cedex 09, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé au préalable.

Le tribunal administratif peut-être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Article 16 : Le Directeur Général des services de la commune d'Apt, le Commandant de la Brigade Territoriale d'Apt de Gendarmerie Nationale, le Chef du service voirie de la collectivité, le Chef de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié en la forme administrative aux responsables de l'**entreprise SNPR et de l'entreprise MIDI TRACAGE**. Il sera dressé procès-verbal de cette notification.

Fait à APT, le 05 octobre 2026

Par délégation du maire
Monsieur Franck CHEVEAU
Directeur des Services Techniques

